



**Forum Social Européen
Séminaire 1^{er} juillet 2010
Contribution Union syndicale Solidaires France**

Les premiers intervenants vous ont parlés du poids de l'Europe sur nos services publics. Mais cela va plus loin, parce que le champ d'intervention de la « sphère publique » relève bien de choix idéologique.

CONSTAT

Depuis une trentaine d'années, au plan international, le Fond monétaire international et la Banque mondiale veulent imposer, en particulier, aux pays du sud des plans d'ajustement structurels qui se traduisent notamment par des politiques de privatisations tous azimuts.

Au niveau européen, les directives proposées par la Commission, adoptées et appuyées par les différents gouvernements, visent à ouvrir à la concurrence et à remettre en cause les politiques tarifaires en cours au niveau national. Les conséquences de telles orientations sont maintenant connues : augmentation des tarifs pour la grande masse de la population, dégradation de la qualité de service, sous investissement chronique, problèmes accrus de sécurité.

Au plan national, les privatisations des opérateurs publics sont la conséquence logique de l'ouverture à la concurrence. Les entreprises publiques deviennent ainsi des multinationales prédatrices avec tout ce que cela signifie pour les personnels et les populations concernées : remise en cause des statuts et des droits, dégradations des conditions de vie et de travail, dégradation du service rendu, remise en cause de l'accès des populations aux droits fondamentaux....

C'est dans ce cadre que le processus de déréglementation commencé dans les télécommunications s'est étendu à certains secteurs (poste, rail, énergie...) menaçant par là même les autres services publics.

Après les transports, les communications, l'énergie... les services publics liés à la santé, l'éducation, la culture sont aussi destinés à devenir des « marchandises » comme les autres. Idéologiquement enfermés par une politique, qui, sous prétexte d'équilibre budgétaire, s'appuie sur une politique de baisse d'impôts pour les plus hauts revenus et donc par des recettes fiscales en diminution, les gouvernements ont eu tendance, sous couvert de mondialisation et de concurrence, à faire appel au secteur privé... secteur qui s'est vu confier la charge d'assurer des missions relevant traditionnellement de la puissance publique.

En France, la politique menée bien avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy s'insère parfaitement dans cette idéologie. La différence majeure entre les politiques menées avant et sous le « règne » du Président actuel est, chacun peut s'en rendre compte, l'accélération brutale de cette politique visant à privatiser des pans entiers de services publics.

Ouverture du capital de la poste, Loi Hôpital patient santé territoire, Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), Réforme de l'Administration territoriale de l'Etat (REATE)... sont les applications concrètes de cette politique destructrice.

Aujourd'hui, ce sont les Etats et surtout les salariés des pays qui sont attaqués.

A l'origine de tout cela, la baisse de la notation des Etats par les agences de notation. La Grèce a été la première à en faire les frais.

La baisse de la notation a des conséquences immédiates. Ne pouvant plus emprunter à des taux d'intérêts raisonnables, l'Etat est au bord de la cessation de paiement. Au final, c'est la population qui va payer pour les errements du système : suppression de primes sociales, augmentation de la TVA, gel des pensions et rallongement de l'âge de départ en retraite. Pendant ce temps, les néo-libéraux continuent de spéculer et s'intéressent de près à l'Espagne et au Portugal.

La solution des gouvernements européens est toujours la même : le marché, toujours et encore le marché.... En effet, les gouvernements vont une nouvelle fois emprunter aux mêmes qui veulent mettre les Etats à genoux. C'est un véritable cadeau au capitalisme et c'est surtout une attaque à court terme contre le salariat européen et particulièrement vis-à-vis de la Fonction publique et des fonctionnaires.

Alors même que les politiques fiscales et budgétaires sont dirigées de façon à favoriser les plus riches (en France c'est le bouclier fiscal), les gouvernements prennent prétexte de la crise pour amplifier leur politique de destructions d'emplois dans la fonction publique, de démembrement de celle-ci et profitent pour insérer dans leur politique de rigueur des baisses de salaires.

Ces dernières sont effectuées, bien sûr, sous prétexte de réduire les déficits publics.

Mais il s'agit bien de politiques convergentes qui sont mises en place, partout au sein de l'Union européenne et même plus largement :

- en Espagne : baisse de 5% des salaires
- en Bulgarie, un projet d'actualisation du budget 2010 prévoit que les dépenses des organes de l'Etat, des ministères et d'autres institutions publiques doivent être réduites de 20%.
- en Roumanie, le plan d'austérité du gouvernement (imposé par le FMI) prévoit une baisse de 25% des salaires.
- en Grèce, gel du salaire des fonctionnaires et suppression des treizième et quatorzième mois ;
- au Portugal : le gel des salaires des fonctionnaires programmé et l'augmentation de 1% de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité ont entraîné des manifestations contre le pouvoir socialiste appuyé par la droite.
- en Italie : annonce d'un plan d'austérité 2011 et 2012 avec un gel des salaires des fonctionnaires ;
- au Danemark : le gouvernement affiche sa volonté de ramener son déficit public de 5,5 % à 3 %, tout en décidant de réduire la durée d'indemnisation du chômage de 4 ans à 2 ans ;
- en Grande-Bretagne, le nouveau gouvernement affiche aussi sa volonté de réduire rapidement, de 6 milliards de dollars, les budgets des services publics ;
- en Lettonie : réduction de 20%
- en Irlande : Réduction de 5 à 15%
- en Lituanie : Baisse de 12%

En France : les décisions sont tombées hier. Le gouvernement, sous la pression des fonctionnaires, a tout de même consenti à accorder l'augmentation des salaires promise

(dans le cadre des négociations triennales 2008-2010) à hauteur de 0,5 % à partir d'aujourd'hui. Il n'a cependant rien lâché pour 2011 et rien dit pour 2012 et 2013.

Cumulée à la hausse des cotisations des retraites cette nouvelle amputation du pouvoir d'achat des fonctionnaires se traduira par une baisse des salaires de 2,7 %.

A cela s'ajoute les dizaines de milliers de suppressions d'emplois. Ainsi, ce sont plus de 30 000 postes (uniquement dans la fonction publique d'Etat, auxquels se rajoutent les milliers de suppressions de poste dans l'hospitalière et la territoriale) qui sont supprimés par an, depuis plus de 3 ans.

Dans la fonction publique européenne, on assiste également à des convergences de politiques managériales basées sur l'évaluation individuelle, où seuls le mérite et la performance seront récompensés par des primes dites au mérite.

Quelle riposte ?

La fonction publique en Europe est donc attaquée frontalement dans la continuité des attaques contre les services publics.

Des grèves ou des manifestations ont lieu dans divers pays d'Europe :

En Lettonie , de nombreuses manifestations ont eu lieu depuis le mois d'avril avec de fortes répressions ; en Espagne les fonctionnaires ont déclenché de forts mouvements de grève ; en Grèce, la fonction publique a été en grève au coté des autres salariés ; à Lisbonne : plus de 300 000 personnes dans les rues.;

En France, la manifestation du 24 juin pour le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites a rassemblé plus de deux millions de personnes.
Les fonctionnaires se sont mobilisés contre la réforme des retraites, mais également sur la question des salaires.

On le voit bien, la fonction publique subit des attaques fortes et partout, sur tous les territoires, les politiques de rigueur convergentes les accentuent.

Face à ces politiques destructrices communes, il nous faut organiser une riposte européenne.

Cette riposte doit prendre toute sa place dans celle organisée avec l'ensemble des salariés qui subissent également les effets néfastes de ces politiques.

Nous avons tous des idées pour lutter contre la destruction des services publics et contre cette politique de rigueur :

- repenser les services publics comme outil de l'intérêt général ;
- repenser à l'usager ;
- repenser à l'articulation usager-citoyen-intérêt général ;
- sans oublier les personnels, pierre angulaire des services publics
- et les moyens de financement de ces services.